

Michael Bernsen (éd.)

Un Canon littéraire européen?

Actes du colloque international
de Bonn des 26, 27 et 28 mars 2014



CULTURES EUROPÉENNES

Réseau international de recherche des
universités de Bonn, Paris-Sorbonne,



IDENTITÉ EUROPÉENNE?

Florence, Salamanque, Fribourg, Varsovie,
St Andrews, Sofia, Toulouse et Irvine, CA.

Un Canon littéraire européen?

Un Canon littéraire européen?

**Actes du colloque international de Bonn des 26,
27 et 28 mars 2014**

Édité par Michael Bernsen

Université de Bonn

Rédaction: Anaïs Buclon, Maria Erben, Claudia Jacobi, Milan Herold

© 2017 Bonn, Cultures européennes – identité européenne
Ce livre est disponible par <https://www.europaeische-kulturen.uni-bonn.de/publikationen>
et par <https://bonndoc.ulb.uni-bonn.de>
Allemagne
Images: Wikimedia Commons

Table des matières

Didier Alexandre (Paris) / Michael Bernsen (Bonn)

Introduction

Un canon littéraire européen? – 7

Peter Frei (Irvine, CA.)

« Rabelais, il a raté son coup »

L'histoire d'une canonisation paradoxale – 13

Michael Bernsen (Bonn)

Le portrait *Louis XIV en costume de sacre* d'Hyacinthe Rigaud

Pourquoi appartient-t-il au canon européen ? – 21

Fabienne Bercegol (Toulouse)

Les enjeux du canon littéraire européen chez Chateaubriand – 35

Didier Alexandre (Paris)

Le Goethe canonique dans un corpus critique littéraire française (1830-1930) – 45

Michael White (St Andrews)

Le réalisme allemand et la canonisation européenne – 69

Patrizio Collini (Florence)

Kurt Wolff

Un éditeur établit le canon de l'expressionnisme littéraire – 77

Alessandro Gallicchio (Firenze)

Entre cosmopolitisme et chauvinisme

La difficile reconstruction d'un « canon artistique » à Paris dans l'Entre-deux-guerres – 81

Jean-Yves Laurichesse (Toulouse)

La bibliothèque européenne de Jean Giono – 91

Claudia Jacobi (Bonn)

« Comment fait-on pour vivre quand on n'a pas lu Proust ? »

La canonisation de Marcel Proust par l'autofiction française et italienne – **99**

Véronique Gély (Paris)

La littérature comparée en France et le canon littéraire européen

Une relation paradoxale – **111**

Remigius Forycki (Varsovie)

Entre l'Est et l'Ouest ou quels partages littéraires en Europe? – 121

Henryk Chudak (Varsovie)

Perspectives polonaises sur le canon européen – 129

Franz Lebsanft (Bonn)

Le français, langue malheureuse ?

Autour d'un aspect de *l'Identité malheureuse* d'Alain Finkielkraut (2013–2014) – **135**

Raúl Sánchez Prieto (Salamanque)

Les conflits linguistiques en Europe de l'Ouest et en Europe de l'Est

Peut-on établir un canon? – **145**

Aneta Bassa (Varsovie)

Le canon littéraire européen à l'ère du numérique

Zoom sur les réseaux sociaux français, italiens et polonais – **155**

Mario Domenichelli (Florence)

De la littérature et de l'identité européenne à l'âge global

Les guerres canoniques – **163**

Les conflits linguistiques en Europe de l'Ouest et en Europe de l'Est

Peut-on établir un canon?

1. Un canon linguistique européen? Un canon européen du conflit linguistique ?

Il est très difficile de trouver les origines d'un canon littéraire commun à toute l'Europe: l'on s'en rend compte assez rapidement en jetant un coup d'œil à certaines des contributions de ce volume. Il en va de même avec les langues européennes. En revanche, contrairement à ce qu'il en est de la littérature et peut-être aussi des études culturelles, la simple notion de « canon » n'est pas populaire dans le domaine de la linguistique. Un terme qui a toutefois réussi à s'imposer en linguistique et qui pourrait être considéré comme un équivalent à la notion de « canon littéraire », comme elle est conçue ici par la plupart de ceux qui ont contribué à cet ouvrage, est celui de « Sprachkultur ». La meilleure description que l'on puisse faire de ce concept, rendu populaire dans la linguistique moderne de l'Europe de l'ouest par Franz Lebsanft (1997) et Greule/Lebsanft (1998), se trouve dans la synthèse générale de la monographie de Lebsanft sur la culture de la langue espagnole (1997): les cultures de langues sont « ces efforts entrepris par les institutions et les individus pour préserver et améliorer un système déjà existant de communication verbale au sein d'une langue. »¹ L'équivalent est-européen à la « Sprachkultur », nommé « культура речи » en russe, « kultura języka » en polonais et « езикова култура » en bulgare, s'est cependant développé avant le cercle linguistique de Prague. En effet, l'une des premières monographies dédiées en Europe à la culture de la langue a sans doute été l'ouvrage de Černyšev, *Правильность и чистота русской речи*, publié en 1915. Etant donné que la conception slave de la culture de la langue a été fermement façonnée par la linguistique soviétique ainsi que par les politiques linguistiques mises en œuvre dans les Etats de l'ex-bloc de l'Est, on retrouve des différences conceptuelles entre les deux termes; pour s'en assurer, il suffit de se référer au manuel de Janich/Greule intitulé *Sprachkulturen in Europa* (2002) ainsi qu'à l'une des meilleures et des plus brèves descriptions de culture de la langue dans les pays socialistes: l'ouvrage de Horecký, *Jazyková politika a jazyková kultura v socialisticke společnosti* (1986).

Nous pouvons donc nous appuyer sur la longue tradition de la culture de la langue ou du canon linguistique à la fois dans l'Europe de l'Est et de l'Ouest du XX^{ème} siècle. Il est regrettable, mais également compréhensible, que la plupart des recherches entreprises sur la culture de la langue se soit focalisée sur une seule langue. En définitive, le sujet de cet ouvrage est donc d'actualité et intéressant pour les linguistes, et particulièrement pour les socio-linguistes: il est essentiel de mettre en perspective ces cultures de langues déjà étudiées en effectuant des recherches contrastives sur la culture de la langue. Cette nécessité a déjà été soulignée par Greule: « Was wir aber [...] brauchen, ist eine interlinguale, komparative Sprachkultur-forschung, die die in Europa existierenden Sprachkulturen miteinander vergleicht und Schlüsse aus den Vergleichen zieht. »²

Greule a identifié au moins huit champs possibles d'activité pour comparer les cultures de langue en Europe. L'un d'entre eux est l'identité linguistique. Et, puisque l'identité linguistique est au cœur du conflit linguistique³, ces deux éléments sont intimement liés. Comme Wright⁴ et tant d'autres l'ont remarqué,

¹ Franz Lebsanft: *Spanische Sprachkultur. Studien zur Bewertung und Pflege des öffentlichen Sprachgebrauchs im heutigen Spanien*. Tübingen: Niemeyer 1997 (Beihefte zur Zeitschrift für romanische Philologie, 282).

² Albrecht Greule: « Europäische Sprachkulturen. Aspekte einer vergleichenden Sprachkultur-Forschung ». Dans: Albrecht Greule/ Nina Janich (Éds.): *Sprachkulturen im Vergleich: Konsequenzen für Sprachpolitik und internationale Wirtschaftskommunikation*. München: forost (LMU) 2002, pp. 7–14, p. 9.

³ Nina, Janich: « Vergleichende Sprachkultur-forschung ». Dans: Greule/Janich (Éds.): *Sprachkulturen im Vergleich*, pp. 27–41, p. 31.

⁴ Sue Wright: « Language as a Contributing Factor in Conflicts between States and within States ». Dans: Sue Wright (Éd.): *Language and Conflict: A Neglected Relationship*. Clevedon: Multilingual Matters 1998, pp. 43–65.

l'identité linguistique constituait et constitue encore un facteur important dans le processus de création d'Etats-nations en Europe: on estimait alors et l'on estime encore de nos jours que la cohésion nationale prend appui sur une langue nationale pour permettre ainsi la communication. L'une des tâches les plus importantes dans la construction de nations européennes est donc d'adopter, de normaliser et de protéger une langue nationale, c'est-à-dire de doter la variante dialectale ou sociolectale d'une culture de la langue. Il serait théoriquement possible d'atteindre cet objectif sans que le moindre conflit n'éclate, si l'on avait eu par le passé un Etat-nation faisant usage uniquement d'un dialecte ou, du moins, de dialectes très similaires avec une tradition écrite unique. Ce n'est cependant pas le cas de la vaste majorité des Etats-nations anciens et plus récents en Europe: le contact linguistique entre les populations autochtones constitue la norme dans la plupart des pays modernes tout aussi bien dans l'Europe de l'Ouest et de l'Est. Comme Peter Nelde l'a souligné dans sa publication largement citée « le contact linguistique est synonyme de conflit linguistique »⁵. Dans cet article, nous allons tenter d'établir un canon des situations de conflits linguistiques en Europe en établissant un lien entre les conflits linguistiques et le niveau de culture de la langue que les communautés linguistiques impliquées ont atteint.

Dans un premier temps, à l'instar d'Ammon (1986: p. 80), dont la proposition détaillée pour analyser le niveau de culture d'une langue donnée se situe dans la lignée de Kloss (1978), et dans un deuxième temps de Greule (2002: p. 11), nous distinguerons trois groupes de langues:

Les langues comportant un haut degré de culture de la langue, telles que l'espagnol, le français, l'italien, l'allemand ou encore le polonais. Il s'agit généralement de langues officielles entièrement codifiées dans des Etats indépendants, qui bénéficient d'une instance de régulation centrale soutenue par le gouvernement dans la plupart des cas. De plus, ces langues sont employées dans tous les domaines linguistiques, ou presque tous, et sont caractérisées par une culture de langue active.

Les langues comportant un niveau intermédiaire de culture de la langue, telles que le galicien, le frison occidental, le roumain, le biélorusse ou encore le gagaouze. Il s'agit soit de langues régionales non-officielles, mais reconnues, soit de langues régionales co-officielles ou de langues nationales ne jouissant que d'une faible présence dans la sphère publique. Ces langues ne bénéficient normalement pas d'une instance de régulation officielle, et, lorsqu'il en va autrement, elles sont seulement soutenues par une autorité régionale. Dans le cas d'une langue nationale, l'organisme gouvernemental responsable s'applique surtout à promouvoir l'identité nationale à travers la langue, et non pas la langue elle-même. L'usage de langues caractérisées par un degré intermédiaire de culture dans l'administration est, dans la plupart des cas, limité. En ce qui concerne la codification, il peut arriver qu'il y ait une codification en cours ou une lutte entre diverses tentatives de reconnaissance parmi les locuteurs et les autorités.

Les langues caractérisées par un faible degré de culture de la langue ou par son absence totale, telles que l'aragonais, le frison septentrional, le croate de Molise ou encore le romani. Certaines d'entre elles ont parfois le statut de langues reconnues ou de variantes linguistiques, mais elles ne sont pas considérées comme officielles sur leur territoire et ne sont que peu ou prou parlées dans la vie publique. Il s'agit de langues qui, soit n'ont jamais été codifiées, soit ont été codifiées de diverses manières par différents acteurs (individus ou associations) sans toutefois obtenir de reconnaissance de ces codes par les locuteurs.

2. La culture de la langue et les conflits linguistiques: canon et typologie des situations de conflits linguistiques en Europe

Dans ce chapitre, nous nous attacherons à montrer que le niveau de culture de la langue atteint par les différentes communautés linguistiques impliquées dans une querelle linguistique semble déterminer l'intensité de ces conflits qui perdurent de nos jours. En effet, si l'on parcourt la liste des conflits linguistiques européens de ces derniers siècles, on constate, non sans étonnement, que les conflits de ce type ont été menés avec le plus d'intensité par les communautés linguistiques caractérisées par un haut degré de culture de la langue. C'est notamment le cas dans le Tyrol du Sud ou en Transylvanie, pour ne citer que

⁵ Peter Nelde: « Language Contact Means Language Conflict ». Dans: *Journal of Multilingual and Multicultural Development* 8, 1-2 (1987), pp. 33-42.

deux exemples. Il existe, bien sûr, de graves conflits entre certaines communautés dont l'une comporte un niveau intermédiaire de culture de la langue et l'autre un haut niveau, et l'on pourrait citer l'exemple du conflit linguistique valencien. Cependant, ces conflits-ci ne sont, d'une manière générale, pas aussi virulents que ceux dont il a été fait mention précédemment. Les conflits de faible intensité impliquent généralement une communauté caractérisée par un niveau de culture de la langue haute ou intermédiaire et une autre au faible niveau de culture de la langue. Un bon exemple, encore une fois espagnol, nous est offert par les tensions entre le galicien et l'asturien-léonais concernant la variante autochtone de la langue de la région. A partir des concepts de culture de la langue que nous venons d'expliquer, nous pourrions distinguer au moins quatre situations de conflits linguistiques en Europe:

les conflits linguistiques qui impliquent deux communautés à la culture linguistique symétrique, et dont la langue de l'une des deux est la langue officielle;

les conflits linguistiques qui impliquent deux communautés à la culture linguistique symétrique, et dont les deux langues jouissent du statut de langue officielle;

les conflits linguistiques qui impliquent deux communautés à la culture linguistique asymétrique;

les conflits linguistiques qui impliquent une communauté caractérisée par un haut niveau ou un degré intermédiaire de culture de la langue et qui s'est scindée en deux pour des raisons politiques: le conflit linguistique comme outil permettant la construction d'une identité.

Nous allons brièvement décrire les quatre constellations de conflit linguistique dans ce qui suit. Afin d'illustrer notre propos, nous mentionnerons les conflits que nous estimons les plus significatifs et présenterons de manière concise un ou deux d'entre eux.

2.1. Conflits linguistiques au sein de communautés aux cultures de langues symétriques, l'une d'elles étant la langue officielle

La plupart des situations linguistiques conflictuelles en Europe concernent des minorités nationales vivant en dehors des frontières de leur Etat. Elles luttent pour faire reconnaître et rendre autonomes leur langue et leur culture, et elles peuvent généralement compter sur le soutien de leur pays d'origine, où leur langue est la langue officielle et y a atteint (ou est sur le point d'y atteindre) un haut niveau de culture. Ainsi, les deux communautés linguistiques qui s'affrontent dans la querelle linguistique parlent une langue qui peut être utilisée dans tous les domaines linguistiques, ont développé des stratégies de planification linguistique et sont impatientes de les mettre en œuvre. Cet affrontement entre deux communautés linguistiques équivalentes complique et aggrave parfois le conflit. Lorsqu'il y a affrontement entre des communautés aux cultures de langues symétriques, il n'est pas rare que le potentiel conflictuel soit élevé et qu'il débouche même sur des actes de violence. Pour prendre un exemple assez parlant, nous pouvons évoquer l'attaque à Budapest d'une ambassade slovaque au cocktail Molotov en 2009, en réponse à la promulgation de la loi concernant le slovaque, loi qui interdit l'usage d'autres langues que le slovaque dans les transactions commerciales officielles. Mis à part le conflit qui oppose les langues hongroise et slovaque, nous proposons ici (sans toutefois avoir la prétention d'être exhaustifs) une liste d'autres conflits linguistiques contemporains en Europe, d'intensité moyenne à forte:

- le conflit linguistique entre le hongrois et le roumain
- le conflit linguistique entre le letton et le russe
- le conflit linguistique entre l'ukrainien et le russe
- le conflit linguistique moldave
- le conflit linguistique entre l'albanais et le macédonien
- le conflit linguistique entre le turc et le bulgare
- le conflit linguistique entre les langues slaves et le grec
- le conflit linguistique carinthien

- le conflit linguistique entre l'espagnol et le catalan en Catalogne

Tous ces conflits suivent des schémas semblables: d'un côté, l'Etat promulgue des lois discriminatoires concernant la langue en ciblant les minorités linguistiques du pays qui parlent une « langue cultivée ». Ces lois ont généralement pour objectif immédiat d'affaiblir l'autre communauté linguistique en réduisant son degré de culture de la langue. L'objectif final est, bien entendu, de provoquer un transfert linguistique. D'un autre côté, le pays d'origine fournit son soutien à ses natifs se trouvant sur un sol étranger et réclame l'autonomie linguistique (ainsi que politique) pour sa minorité nationale à l'échelle internationale. Il nous semble important à cet égard de préciser les raisons qui nous poussent à inclure le conflit linguistique entre l'espagnol et le catalan dans ce groupe: la Catalogne n'est pas (encore) légalement un Etat-nation, mais du point de vue de la planification et de la politique linguistiques, son gouvernement se comporte comme s'il en allait autrement. De plus, le catalan est une langue qui comporte un haut degré de culture de la langue. Nous allons analyser les conflits de langue carinthien et catalan dans les lignes qui suivent.

Le conflit linguistique carinthien

Depuis 2011, le conflit linguistique impliquant l'allemand et le slovène dans les Etats autrichiens de Carinthie et de Styrie est d'intensité moyenne. C'est un sujet qui a fait polémique dans la politique autrichienne; il y a trois ans, cependant, ce que l'on a appelé le « Ortstafelstreit », un litige au sujet de panneaux de signalisation bilingues entre le gouvernement régional de Carinthie et la minorité slovène, est désormais résolu. La minorité linguistique slovène (environ 30 000 à 60 000 locuteurs⁶) présente sur le sol autrichien vit dans la zone de contact entre les aires d'influence allemande et slovène. A la suite de la dissolution de l'Empire austro-hongrois, la Carinthie a choisi par un vote de rester au sein de l'Autriche, évitant ainsi d'être intégrée à la Yougoslavie. Il est possible que les Slovènes de Carinthie n'aient pas voulu être assimilés à un nouvel Etat où leur Nation n'aurait pas été titulaire. Par ailleurs, les Autrichiens ont très bien su exploiter les sentiments anti-serbes nourris par les Slovènes de Carinthie.⁷ La promesse autrichienne d'élever le slovène au rang de langue officielle fut rompue très peu de temps après le plébiscite. A ce moment-là, le slovène n'était pas une langue avec un haut degré de culture. Dans le traité autrichien de 1955, il est stipulé que « [...] [on equal terms] the Slovene [...] language shall be accepted as an official language in addition to German [...] » (« [...] Le slovène doit être accepté comme langue officielle au même titre que l'allemand [...] », *Traité d'Etat autrichien*, art. 7/3). Evidemment, cela n'a pas été appliqué et cet article est à la base du contentieux des temps modernes entre les langues slovène et autrichienne, contentieux qui a versé dans la violence dans les années 1970, lorsque le slovène commença à renforcer sa notoriété parmi les Slovènes de Carinthie, du fait du haut degré de culture de leur langue atteint au sein même de la République socialiste de Slovénie, qui faisait partie de la Yougoslavie. De nos jours, encore, les autorités autrichiennes semblent s'en tenir à une politique linguistique restrictive à l'égard des Slovènes: à la lecture de l'actuelle « Volksgruppengesetz », il est aisé de conclure que son objectif est d'enraciner l'allemand comme variante principale et le slovène comme une variante mineure. Aujourd'hui encore, les Slovènes de Carinthie exigent l'application de l'article 7 du *Traité d'Etat autrichien*.

Le conflit linguistique en Catalogne entre l'espagnol et le catalan

Pendant pratiquement tout le XX^e siècle, les nationalistes espagnols ont vu dans la langue espagnole un outil linguistique au service de l'unité nationale. Il nous suffit, pour illustrer notre propos, de citer ici l'un des slogans franquistes: « Una patria, una lengua, una espada ». En effet, Kabatek a raison lorsqu'il affirme

⁶ Peter Rehder: « Slowenisch »: Dans: Peter Rehder (Éd.): *Einführung in die slawischen Sprachen*. Darmstadt: WBG 1998, p. 230.

⁷ Un bon exemple pour illustrer le succès de la propagande autrichienne visant les Slovènes de Carinthie réside dans la fameuse affiche pour le plébiscite: « Mama, ne štimajte za Jugoslavijo, kar moram ajnrukat za kralja Petra! » (« Maman, ne vote pas pour la Yougoslavie, ou je vais devoir partir en guerre pour le roi Pierre. ») Il en existe une version numérique sur la Plate-forme d'images pour la Bibliothèque nationale d'Autriche « Bildarchiv Austria » (http://www.bildarchiv.austria.at/Pages/ImageDetail.aspx?p_iBildID=15821841, 23.03.2014).

que « [...] in der Geschichte des Spanischen wird die Verbreitung der Sprache immer wieder von einer Ideologie der Einsprachigkeit begleitet. »⁸ Au temps du franquisme, les Catalans, dont la langue était le catalan, ont été contraints de parler espagnol dans les lieux publics. Le but principal de la politique linguistique de Franco était de promouvoir ainsi l'espagnol et de dissuader les locuteurs d'une variante linguistique régionale d'employer cette dernière. Pour cela, on a promulgué dans le pays des lois discriminatoires et déshonorantes en attaquant la population locale, que l'on a, par ailleurs, inquiétée avec des campagnes anti-catalanes, qui portaient pour slogans, pour ne citer que quelques exemples: « si eres español, habla español » or « si eres patriota habla español..., si no lo eres, fastídate y háblalo también. »⁹ Les Catalans encourageaient même de lourdes amendes s'ils parlaient catalan¹⁰.

Avec la transformation de l'Espagne en une sorte d'Etat fédéral asymétrique après la mort de Franco, le catalan est devenu l'une des deux langues officielles en Catalogne avec l'espagnol: la langue s'est développée et a atteint un haut niveau de culture. Jusqu'aux années 1990, le gouvernement catalan a mené une politique linguistique promouvant le bilinguisme, mais, depuis ces 20 dernières années, et en particulier après la promulgation de la loi sur la langue catalane en 1998¹¹, l'espagnol a été illégalement interdit dans toutes les institutions catalanes. Etant donné que le gouvernement catalan jouit d'une juridiction exclusive concernant pratiquement toutes les compétences législatives et exécutives, de nos jours, seules les autorités judiciaires et la police des frontières emploient l'espagnol. Il en résulte que, bien que l'espagnol soit la langue maternelle la plus répandue en Catalogne¹², les citoyens dont la langue est l'espagnol n'ont aucun droit linguistique¹³ et ils sont régulièrement soumis à des amendes s'ils n'emploient pas le catalan, dans leur entreprise privée, par exemple.¹⁴

Il semble que les nationalistes catalans mettent en place la même politique linguistique que l'Espagne de Franco. Même le slogan est similaire: « Una nació, països catalans, una llengua, el català. » A l'instar du slovène en Autriche, il existe des lois à propos de la langue qui stipulent le caractère officiel de la minorité nationale (dans ce cas, il s'agit plutôt d'une majorité), mais elles ne sont pas appliquées. Dans le cas de la langue catalane, cela est vrai non seulement pour la législation du gouvernement central espagnol, mais aussi pour quelques paragraphes de la loi linguistique catalane, comme celui-ci: « El català i el castellà, com a llengües oficials, poden ésser emprades indistintament pels ciutadans i ciutadanes en totes les activitats públiques i privades sense discriminació (*Llei de política lingüística*, art. 3/2). »

En dehors de l'espace catalan, tout particulièrement à Valence, la situation de la communauté parlant catalan est radicalement différente. Bien que Valence soit officiellement bilingue et que les locuteurs catalans ne subissent pas de discrimination linguistique¹⁵, le catalan n'est que très peu présent dans la société valencienne et l'on peut définir sa situation de précaire¹⁶. Il est possible d'expliquer en partie cette situation par la sécession linguistique promue par le nationalisme espagnol et le régionalisme valencien (« divide et impera »): une grande partie de la population valencienne, au sein de laquelle l'on compte même les locuteurs du catalan, considère que le valencien est une autre langue que le catalan¹⁷ et a déve-

⁸ Johannes Kabatek: *Spanische Sprachwissenschaft*. Tübingen: Narr 2009, p. 192.

⁹ Pour plus de détails concernant cette campagne voir: Josep Solé i Sabaté/ Joan Villaroya: *Cronologia de la repressió de la llengua i la cultura catalanes (1936-1975)*. Barcelona: Curial 1994, p. 40.

¹⁰ Jenny Brumme: « Die *unidad de la lengua* als Ersatz für den Verlust der spanischen Kolonien ». Dans: J. B. (Éd.): *Sprachpolitik der Romania*. Berlin: De Gruyter 1993, p. 341–407. p. 397.

¹¹ Llei 1/1998, de 7 de gener, de política lingüística, BOE 11.02.1998.

¹² Idescat: <http://www.idescat.cat/cat/idescat/publicacions/cataleg/pdfdocs/eulp2008.pdf>, p.33.

¹³ Petra Braselmann/Barbara Hingerara: « Sprach(en)politik und Sprachpflege in Spanien ». Dans: Ingeborg Ohnheiser (Éd.): *Sprachen in Europa. Sprachsituation und Sprachpolitik in europäischen Ländern*. Innsbruck: Institut für Sprachwissenschaft 1999, pp. 281–296, p. 293.

¹⁴ Ces pratiques discriminatoires à l'encontre des locuteurs espagnols sont très bien documentées par des protocoles du parlement catalan, ainsi que par des articles de journaux. Par exemple, au cours de la seule année 2008, le gouvernement catalan a collecté plus de 200 000 euros d'entreprises privées pour des pénalités concernant la langue employée (voir *El Mundo* 29 janvier 2010).

¹⁵ Felix Tacke: « Spanien (Reino de España) ». Dans: Franz Lebsanft (Éd.): *Europäische Charta der Regional- oder Minderheitensprachen*. Berlin: De Gruyter 2012, pp. 335–382, p. 363.

¹⁶ Kabatek: *Spanische Sprachwissenschaft*, p. 194.

¹⁷ Miquel Àngel Lledó: « The Independent Standardization of Valencia: from Official Use to Underground Resistance ». Dans:

loppé de forts sentiments anti-catalan, qui sont souvent, paradoxalement, exprimés en catalan, particulièrement sur des graffitis tels que: « Abans morts que catalanes ». ¹⁸ De plus, il n'est pas rare que les Catalans de Valence se refusent à parler Catalan avec les Catalans. ¹⁹

Cela dit, la situation des locuteurs espagnols en Catalogne ou slovènes en Autriche est encore supportable en comparaison à celle d'autres minorités nationales parlant une langue cultivée et vivant hors de leur pays d'origine. C'est notamment le cas des Hongrois vivant en Slovaquie, ou encore des Russes vivant en Lettonie, en Estonie et en Ukraine, où les minorités nationales ne jouissent pas même des droits linguistiques les plus élémentaires. Il suffit d'un rien pour que ces conflits linguistiques donnent lieu à des incidents violents et soient même la cause d'une crise internationale, comme c'est le cas pour la guerre civile ukrainienne.

2.2. Les conflits linguistiques impliquant des communautés aux cultures linguistiques symétriques et ayant toutes deux le statut de langue officielle

Il est rare que deux langues ayant le même degré de culture linguistique jouissent toutes deux d'un statut officiel dans le même Etat. De tels Etats sont généralement qualifiés de « multilingues », même si c'est plutôt le principe de territorialité qui prime. Cela signifie que seul l'Etat est véritablement multilingue. De telles communautés linguistiques sont généralement séparées par une frontière linguistique, qui est souvent la pomme de discorde, lorsque les communautés ne sont pas clairement séparées. Si l'on met à part la Norvège, c'est le cas en revanche pour la Belgique, la Finlande et la Suisse. La plupart de ces constellations linguistiques a émergé de querelles linguistiques, dans lesquelles une communauté parlant une langue avec un faible ou moyen degré de culture (les anciens dialectes norvégiens, le flamand, le finnois) s'est battue pour ses droits linguistiques, jusqu'à enfin obtenir un véritable statut officiel dans leur territoire. De nos jours, le cas le plus significatif est sans doute celui du conflit linguistique belge, auquel nous allons à présent nous intéresser.

Le conflit linguistique belge

Historiquement, l'idée communément répandue selon laquelle le flamand n'était pas une langue cultivée, mais une addition incohérente de dialectes a fourni l'excuse officielle permettant de ne pas l'accepter comme langue officielle au XIX^{ème} siècle en Belgique. Comme le décret de 1830 (le *Voorlopig Bewind* du 16 novembre 1830) l'énonce clairement: « Considérant que les langues flamande et allemande en usage parmi les habitants de certaines localités, varient de province à province et quelquefois de district à district [...] il serait impossible de publier un texte officiel de lois et arrêtés en langue flamande et allemande. » ²⁰ Le français devint ainsi l'unique langue officielle et la politique de l'Etat celle de la « franchisation ». Ce fut la raison principale qui poussa les Flamands à faire du néerlandais standard, qui s'était développé aux Pays-Bas aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle, leur langue écrite ²¹. Le français gagnait du terrain dans les Flandres, du fait qu'il s'agissait d'une langue caractérisée par un haut niveau de culture, peut-être le plus élevé en Europe. Choisir le néerlandais standard comme langue écrite fut probablement la seule solution viable dans la lutte contre la francisation: le flamand jouissait déjà du statut de langue officielle et nationale dans un Etat

Josua Fishman (Éd.): *Handbook of Language and Ethnic Identity: The Success-Failure Continuum in Language and Ethnic Identity Efforts*. Vol. 2. New York: OUP 2011, pp. 336–348, p. 337.

¹⁸ Voir <http://www.valenciafreedom.com/foro/39-foro-multimedia/2056-foto-murales.html> (29 août 2014). Cela signifie: « plutôt mourir qu'être catalan ».

¹⁹ Ce genre de comportement est également bien documenté, par exemple dans cette vidéo: <https://www.youtube.com/watch?v=Ty0-idboNmk> (4 mars 2014), dans laquelle une Valencienne âgée parlant catalan exige de la journaliste qu'elle s'adresse à elle en espagnol lorsqu'elle se rend compte que celle-ci est Catalane.

²⁰ Daniel Blampain (Éd.): *Le Français en Belgique: une langue, une communauté*. Brussels: De Boeck – Duculot 1997, p. 434.

²¹ Roland Willemyns: « Der Einfluss von Dialektresistenz auf die flämischen Substandardvarietäten ». Dans: Alexandra Lenz/Klaus Mattheier (Éds.): *Varietäten – Theorie und Empirie*. Frankfurt: Lang 2005, p. 163–176, p. 164.

indépendant et était parvenu à un haut niveau de culture de la langue, il ne pouvait donc pas aussi facilement, de ce fait, être considéré comme dialecte par l'Établissement franco-belge. En 1898, l'État belge décréta que le flamand jouissait du même statut que le français pour les affaires officielles. Ce n'est qu'à partir des années 1930 que la loi fut appliquée, lorsque le principe de territorialité fut introduit²².

Le conflit linguistique actuel en Belgique est caractérisé par la francisation graduelle des communes de la frontière linguistique flamande; certaines d'entre elles ont obtenu ce que l'on a appelé des services linguistiques pour la minorité francophone autochtone, après que la frontière linguistique a été définitivement établie en 1962. Le français est à présent la langue la plus parlée dans cette région des Flandres : « Deze gemeenten hadden ondertussen dus een nog veel duidelijker Franstalig karakter gekregen en de Nederlandstalige autochtonen waren er tot een minderheid van 22 procent herleid [...] »²³. La question de la langue est toujours un facteur prédominant dans la politique belge et peut-être s'agit-il là du meilleur exemple d'une crise chronique entre des langues caractérisées par un haut degré de culture et considérées comme officielles dans le même État. En effet, le conflit linguistique affecte tous les aspects de la vie quotidienne. Un exemple représentatif nous est offert par l'agencement du contact linguistique à l'intérieur des bureaux de la télévision publique belge: des journalistes flamands et français travaillent dans le même bâtiment pour des chaînes de télévisions publiques différentes, l'une flamande (VRT) et l'autre francophone (RTBF). Ils n'ont cependant pratiquement aucun contact personnel les uns avec les autres.²⁴

2.3. Les conflits linguistiques impliquant des communautés aux cultures linguistiques asymétriques

Les conflits impliquant des communautés aux cultures linguistiques asymétriques sont, pour la plupart, situés dans des régions qui représentent une partie de l'État-nation. Cela signifie que l'on a, généralement, d'un côté une langue officielle présentant un haut degré de culture de la langue et d'un autre côté « une minorité linguistique autochtone »²⁵, qui a atteint, au mieux, un degré moyen de culture de la langue. Ces situations de conflits linguistiques ont tendance à être de faible intensité et concernent surtout des universitaires ou des activistes militants dans le domaine de la linguistique. La seule exception que l'on pourrait mentionner est constituée par les langues minoritaires espagnoles qui sont co-officielles et ont atteint un degré moyen de culture de la langue.

Les locuteurs de langues minoritaires cherchent à défendre et à diffuser leur langue et leur culture au sein d'un État donné et fondamentalement d'empêcher qu'un transfert linguistique ait lieu. La politique linguistique de l'État-nation vise à restreindre les possibilités de la langue minoritaire d'obtenir un statut plus élevé dans la société. Parmi les nombreux conflits impliquant des communautés aux cultures linguistiques asymétriques, nous pouvons citer les suivants:

- le conflit linguistique corse
- le conflit linguistique entre le breton et le français
- le conflit linguistique entre le basque espagnol et le basque français
- le conflit linguistique entre le same et le scandinave
- le conflit linguistique gallois
- le conflit linguistique aroumain dans les Balkans.

L'on remarque que ces conflits se concentrent surtout en Europe de l'Ouest. En Europe de l'Est, les situ-

²² Els Witte/Harry Van Velthofen: *Strijden om taal. De Belgische taalkwestie in historisch perspectief*. Kapellen: Pelckmans 2010, p. 112.

²³ Witte/Van Velthofen: *Strijden om taal*, p. 174.

²⁴ Cf. un reportage néerlandais diffusé sur NOS TV concernant le clivage linguistique belge au sein des bureaux bruxellois de la télévision publique (<http://nos.nl/video/180490-zomercolumn-taalgrens-in-de-journalistiek.html>, 07 mars 2014), ou encore un reportage produit par l'Agence France-Presse au sujet des différents programmes d'information et de la couverture médiatique des deux chaînes publiques (<https://www.youtube.com/watch?v=YcAww3FEeGQ>, 29 août 2014).

²⁵ Ainsi appelé par Jeroen Darquennes: « Language Contact and Language Conflict in Autochthonous Language Minority Settings in the EU ». Dans: *Multilingua* 29, 3/4 (2010), pp. 337–351, p. 340.

ations de conflits linguistiques ont tendance à impliquer des minorités nationales et deux communautés linguistiques avec un haut degré de conflit linguistique.

2.4. Les conflits linguistiques impliquant une communauté avec un degré haut ou moyen de culture de la langue qui se scinde en deux pour des raisons politiques: le conflit linguistique en tant qu'outil de construction identitaire

La sécession linguistique compte parmi les expériences les plus traumatisantes pour une communauté linguistique. Il peut en résulter des conflits linguistiques très violents. La sécession linguistique européenne a tendance à suivre le schéma suivant:

1. Une communauté linguistique est divisée politiquement.
2. Les autorités compétentes du nouveau territoire sécessionniste créent un nouveau standard linguistique par « Ausbau » (ou « langue par élaboration »), avec l'objectif de rompre les liens linguistiques que les locuteurs ont avec l'ensemble de la région linguistique.
3. La nouvelle langue « Ausbau » (ou « langue par élaboration ») est imposée dans le système éducatif.
4. Dans le cas d'une langue officielle, un haut standard de culture de la langue est promu.

Voici une liste des exemples de ce type les plus connus:

- le conflit linguistique valencien
- le conflit linguistique galicien
- le conflit linguistique macédonien
- le conflit linguistique yougoslave.

Cette constellation de conflits linguistiques implique habituellement une troisième communauté linguistique qui encourage le séparatisme linguistique pour défendre ses propres intérêts (par exemple, les Serbes en Macédoine, les Russes en Moldavie ou encore les Espagnols à Valence et en Galice). Nous nous occuperons dans la suite de cet article uniquement du conflit linguistique macédonien, qui affecte deux nations indépendantes.

Le conflit linguistique entre le macédonien et le bulgare

Au cours du renouveau de l'éveil national bulgare ont émergé deux normes linguistiques possibles: la première était fondée sur le dialecte en usage au nord-est du pays (maintenant la Bulgarie), la seconde sur celui du sud-ouest (actuellement la République de Macédoine). Au bout du compte, le nouvel Etat bulgare qui gagna son indépendance en 1878 sanctionna un standard linguistique fondé sur les dialectes de l'Est. Toutefois, la nouvelle langue standard fut également rapidement adoptée par les locuteurs des dialectes de l'Ouest, par exemple à Sofia. Dans la Macédoine slave, qui resta sous l'occupation ottomane jusqu'en 1912, le bulgare standard aussi « found a mostly warm welcome »²⁶. En 1913, après la guerre des Balkans, la Macédoine du Vardar fut incorporée à la Serbie. Au cours et à la suite de la seconde guerre mondiale, le Parti communiste de Yougoslavie encouragea une nouvelle politique linguistique fondée sur la reconnaissance et la standardisation de dialectes slaves locaux. Après la libération de Skopje par les Allemands en 1944, une conférence linguistique à laquelle assistèrent 14 personnes, pour la plupart membres du Parti communiste, approuva la création d'un nouveau standard macédonien, qui « [...] remains very much an ausbau language, rebuilt recently on a dialect base and consciously differentiated especially from Bulgarian. »²⁷ En 1945, le nouveau gouvernement yougoslavo-macédonien accepta le nouveau standard macédonien, scellant ainsi la scission linguistique et initiant les hostilités concernant l'unité de la langue

²⁶ Denis Hupchick: *Conflict and Chaos in Eastern Europe*. Palgrave: Macmillan 1995, p. 128.

²⁷ Roland Sussex/Paul Cubbeley: *The Slavic Languages*. Cambridge: CUP 2006, p. 71.

bulgare entre la Bulgarie et la Yougoslavie.²⁸ Après des décennies de planification linguistique et de culture de la langue, le macédonien contemporain, bien que langue « Ausbau » (ou « langue par élaboration ») dérivée du bulgare, peut être considéré comme une langue slave du sud-est à part entière. La Bulgarie²⁹ ne reconnaît cependant toujours pas (de nos jours non plus) l'existence d'une langue macédonienne et parle d'une norme littéraire standard (« *bălgarski knižoven ezik* ») ainsi que de deux normes régionales de langues écrites, d'une part le macédonien (« *pismeno-regionalna norma na bălgarski ezik v Republika Makedonija* »), d'autre part le bulgare du Banat. Cela dit, la Macédoine ne reconnaît pas son héritage linguistique bulgare et parle d'une langue macédonienne séparée au Moyen-Age, ainsi que d'une langue littéraire macédonienne depuis le XIX^{ème} siècle³⁰). Le conflit linguistique est toujours présent et il est très présent dans la vie publique bulgare et macédonienne.³¹

3. Conclusion

Nous espérons que notre contribution aura mis en évidence les liens étroits établis dans l'Europe contemporaine entre les conflits linguistiques et la culture de la langue. Dans ce domaine, tous les conflits linguistiques sérieux qui font rage de nos jours sur notre continent, et qui ont été étiquetés ici comme « conflits linguistiques de haute intensité », concernent deux communautés linguistiques qui ont atteint un haut degré de culture de la langue. Ces conflits impliquent des langues dont le niveau de culture est symétrique et deux schémas sont alors possibles: soit l'une des deux langues engagées dans la querelle jouit d'un statut de langue officielle (c'est notamment le cas du conflit linguistique carinthien), soit les deux langues sont considérées toutes deux comme les langues nationales de l'Etat (comme c'est le cas en Belgique). Un troisième conflit linguistique de forte intensité implique une communauté avec un degré de culture de la langue moyen ou élevé, qui fait sécession pour des raisons politiques (comme c'est le cas pour le bulgare ou le macédonien). La typologie présentée ainsi que les exemples décrits sont représentatifs de la plupart des situations de conflits linguistiques en Europe, ce qui nous autorise (du moins partiellement) à parler d'un canon des situations de conflits linguistiques fondamental en Europe de l'Ouest et de l'Est.

Bibliographie

Ammon, Ulrich: « Towards a Descriptive Framework for the Status/ Function/ Social Position of a Language within a Country ». Dans: Ulrich Ammon (Éd.): *Status and Function of Languages and Language Varieties*. Berlin: De Gruyter 1986, pp. 21–105.

²⁸ Le premier pas ainsi que le plus important vers le développement et la mise en place du niveau standard littéraire fut l'adoption d'une nouvelle orthographe. Cela se produisit au moyen d'une disposition juridique (« *Rešenje na pravopisot na makedonskiot jazik [...]* ») délivrée par le ministère de la culture du gouvernement macédonien provisoire (officiellement connu sous le nom de « Assemblée anti-fasciste pour la libération du peuple macédonien » ou ASNOM) le 7 juin 1945.

²⁹ BAN: *Edinstvoto na bălgarskija ezik v minaloto i dnes*. Sofia: BAN 1978, pp. 21ss.

³⁰ Koneski, Blaže: *Istorija na makedonskiot jazik*. Skopje: Kultura 1986, p. 17.

³¹ C'est particulièrement vrai dans le cas de la République de Macédoine, où il s'agit d'un thème d'actualité récurrent. Pour illustrer notre propos, l'on peut prendre les articles de journaux suivants comme exemples: « *За Бугарскиот културен клуб во Македонија нема македонски јазик ниту Македонци* » (« pour le centre culturel bulgare en Macédoine, il n'y a ni une langue macédonienne, ni de Macédoniens », <http://www.mkd.mk/52075/makedonija/lazar-mladenov-bugarski-kulturen-klub-makedoncija-makedonci>, 29 août 2014), « *Бугарите тврдеа дека Тито го измислил македонскиот јазик* » (« Les Bulgares disent que Tito a forgé la Macédoine de toutes pièces », *Vestnik Večer* le 28 août 2008), « *Бугарија го негира македонскиот* » (« La Bulgarie dénie l'existence de la Macédoine », *Vestnik Nova Makedonija* le 7 mars 2014). Les mass médias bulgares ont également fait des reportages de temps en temps sur ce sujet et ont délivré des titres controversés tels que « *Македонски език не съществува. Той е бил измислен от комунистите* » (« La langue macédonienne est une pure invention qu'elle a été forgée de toute pièce par les communistes. », *Vestnik Monitor* le 4 juillet 2014). La langue culturelle et linguistique entre la Macédoine et la Bulgarie est aussi contrôlée intensivement par les émetteurs de télévision, par exemple, dans l'édition de février du programme télévisé populaire « *btv reporteri* » « *Македония - последният проект на Коминтерна* » (« La Macédoine – le dernier projet Comintern »), transmis sur une chaîne de télévision *btv bulgare* privée les 1er et 8 février 2014).

- BAN: Edinstvoto na bälgarskija ezik v minaloto i dnes. Sofia: BAN 1978.
- Blampain, Daniel (Éd.): *Le Français en Belgique: une langue, une communauté*. Bruxelles: De Boeck – Duculot 1997.
- Braselmann, Petra/Hinger, Barbara: « Sprach(en)politik und Sprachpflege in Spanien ». Dans: Ingeborg Ohnheiser (Éd.): *Sprachen in Europa. Sprachsituation und Sprachpolitik in europäischen Ländern*. Innsbruck: Institut für Sprachwissenschaft 1999, pp. 281–296.
- Brumme, Jenny: « Die *unidad de la lengua* als Ersatz für den Verlust der spanischen Kolonien ». Dans: Ibid. (Éd.): *Sprachpolitik der Romania*. Berlin: De Gruyter 1993, pp. 341–407.
- Černyšev, Vasilij: *Pravil'nost' i čistota ruskoj reči. Opyt ruskoj stilističeskoj grammatiki*. Sankt-Petersburg: Tipografija Merkševa 1915.
- Darquennes, Jeroen: « Language Contact and Language Conflict in Autochthonous Language Minority Settings in the EU ». Dans: *Multilingua* 29, 3/4 (2010), pp. 337–351.
- Greule, Albrecht: « Europäische Sprachkulturen. Aspekte einer vergleichenden Sprachkultur-Forschung ». Dans: Albrecht Greule/Nina Janich (Éds.): *Sprachkulturen im Vergleich: Konsequenzen für Sprachpolitik und internationale Wirtschaftskommunikation*. München: forost (LMU) 2002, pp. 7–14.
- Horecký, Jan et al.: « Jazyková politika a jazyková kultúra v socialistickej spoločnosti ». Dans: *Jazykovedný časopis* 37, 1 (1986), pp. 3–9.
- Hupchick, Denis: *Conflict and Chaos in Eastern Europe*. Palgrave: Macmillan 1995.
- Idescat: <http://www.idescat.cat/cat/idescat/publicacions/catalog/pdfdocs/eulp2008.pdf>.
- Janich, Nina: « Vergleichende Sprachkulturforschung ». Dans: Albrecht Greule/Nina Janich (Éds.): *Sprachkulturen im Vergleich: Konsequenzen für Sprachpolitik und internationale Wirtschaftskommunikation*. München: forost (LMU) 2002, pp. 27–41.
- Janich, Nina/Greule, Albert: *Sprachkulturen in Europa: ein internationales Handbuch*. Tübingen: Narr 2002.
- Kabatek, Johannes: *Spanische Sprachwissenschaft*. Tübingen: Narr 2009.
- Kloss, Heinz: *Die Entwicklung neuer germanischer Kultursprachen seit 1800*. Düsseldorf: Schwann 1978.
- Koneski, Blaže: *Istorija na makedonskijot jazik*. Skopje: Kultura 1986.
- Lebsanft, Franz: *Spanische Sprachkultur: Studien zur Bewertung und Pflege des öffentlichen Sprachgebrauchs im heutigen Spanien*. Tübingen: Niemeyer 1997 (Beihefte zur Zeitschrift für romanische Philologie, 282).
- Lebsanft, Franz/Greule, Albert: *Europäische Sprachkultur und Sprachpflege*. Tübingen: Narr 1998.
- Lledó, Miquel Àngel: « The Independent Standardization of Valencia: from Official Use to Underground Resistance ». Dans: Josua Fishman (Éd.): *Handbook of Language and Ethnic Identity: The Success-Failure Continuum in Language and Ethnic Identity Efforts*. Vol. 2. New York: OUP 2011, p. 336–348.
- Nelde, Peter: « Language Contact Means Language Conflict ». Dans: *Journal of Multilingual and Multicultural Development* 8, 1-2 (1987), p. 33–42.
- Rehder, Peter: « Slowenisch ». Dans: Peter Rehder (Éd.): *Einführung in die slawischen Sprachen*. Darmstadt: WBG 1998.
- Solé i Sabaté, Josep/Villaroya, Joan: *Cronologia de la repressió de la llengua i la cultura catalanes (1936-1975)*. Barcelona: Curial 1994.
- Sussex, Roland/Cubbeley, Paul: *The Slavic Languages*. Cambridge: CUP 2006.
- Tacke, Felix: « Spanien (Reino de España) ». Dans: Franz Lebsanft (Éd.): *Europäische Charta der Regional- oder Minderheitensprachen*. Berlin: De Gruyter 2012, pp. 335–382.
- Willemys, Roland: « Der Einfluss von Dialektresistenz auf die flämischen Substandardvarietäten ». Dans: Alexandra Lenz/Klaus Mattheier (Éds.): *Varietäten – Theorie und Empirie*. Frankfurt: Lang 2005, pp. 163–176.
- Witte, Els/Van Velthoven, Harry: *Strijden om taal. De Belgische taalkwestie in historisch perspectief*. Kapellen: Pelckmans 2010.
- Wright, Sue: « Language as a Contributing Factor in Conflicts between States and within States ». Dans: S. W. (Éd.): *Language and Conflict: A Neglected Relationship*. Clevedon: Multilingual Matters 1998, pp. 43–65.